



Association pour la Dignité Paysanne

16, Avenue Murembwe, Quartier Kigobe

BP 2695 BUJUMBURA

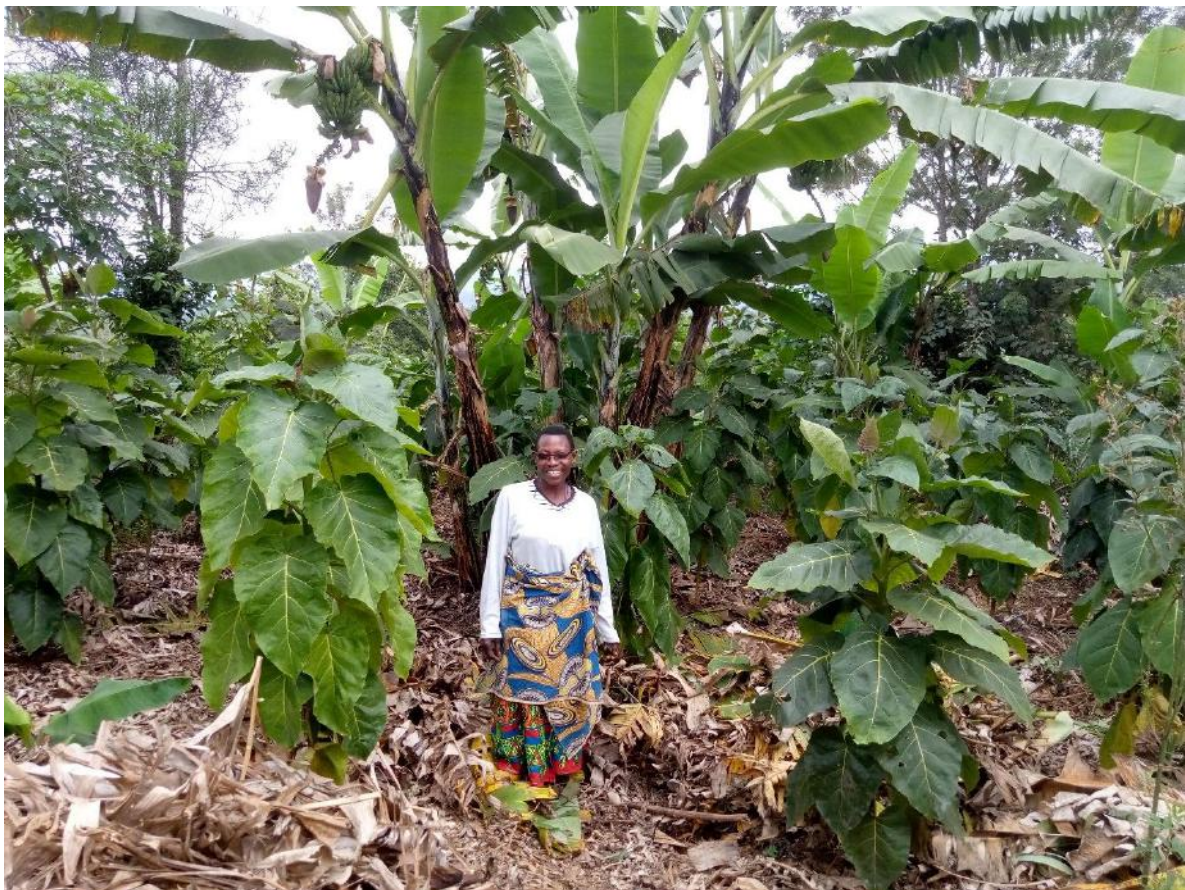
Tél : 22 25 93 38

RECHERCHE DES ALTERNATIVES DE FINANCEMENT INNOVANT ET DE
DEVELOPPEMENT DES EXPLOITATIONS FAMILIALES « RAFIDEF »

N°

RAPPORT FINAL

Du 01 Juillet 2019 au 30 Juin 2021



Avec l'appui financier de la Fondation Roi Baudouin

Fonds pour la dignité paysanne

Fonds Marie Jeanne de Smets.

Table des matières

INTRODUCTION ET RESSUME EXECUTIF.....	3
CHAPITRE 1. DEROULEMENT DES ACTIVITES ET RESULTATS OBTENUS.....	1
1.1 R1. Les paysans sont en capacité de mobiliser des ressources endogènes au sein des IGK/GSM pour participer au financement de leurs exploitations et/ou d'initiatives individuelles ou collectives.....	1
1.1.1 Lancement et suivi accompagnement des IGK.....	1
1.1.2 lancement et suivi accompagnement des GSM.....	3
1.1.3 Le financement des IGK.....	6
1.1.4 Le financement des GSM.....	7
1.2 R2. La sécurité alimentaire des 300 ménages est durablement améliorée.....	8
1.2.1 Développement des exploitations familiales des ménages réunis au sein des IGK.....	9
1.2.2 Développement des exploitations familiales chez les ménages réunis dans les GSM.....	13
CHAPITRE 2. LES EFFETS DU PROJET.....	15
2.1 Carte d'assurance maladie et capacité à couvrir les soins de santé.....	17
2.2 Lieux d'aisance.....	17
2.3 Moyens de déplacement et de communication.....	18
2.4 Scolarisation des enfants.....	18
2.5 Epargne.....	19
2.6 Revenus des ménages.....	19
2.7 Idéal et projet de vie.....	20
CONCLUSION GENERALE.....	21

INTRODUCTION ET RESSUME EXECUTIF

L'ADIP, Association pour la Dignité Paysanne est une association sans but lucratif dont les membres sont des acteurs de développement surtout rural d'horizons diversifiés. Elle a été agréée par l'ordonnance ministérielle n°530/21487 du 06 Décembre 2019.

L'Association est donc très jeune, mais commence à prendre ses marques dans le paysage des organisations d'appui au monde Rural Burundais.

Avec un budget et un personnel très limité, (un cadre et un animateur de terrain avec l'appui d'un secrétaire général bénévole qui y consacre 20% de son temps), le premier projet exécuté par l'ADIP a pu démarrer : Le RAFIDEF : Recherche des Alternatives de Financement Innovant et de Développement des Exploitations Familiales.

Le projet RAFIDEF « Recherche des Alternatives de Financement Innovant et de Développement des Exploitations Familiales » est un projet de recherche-action sur les systèmes de financement innovant et de développement des exploitations familiales en vue de leur promotion. Le projet couvre uniquement trois collines de la commune Nyabihanga de la province Mwaro à savoir : Kibungere, Kirambi et Buhogo.

Le projet a pour objectif spécifique : « 300 ménages paysans et en particulier les femmes et les jeunes améliorent durablement leurs conditions d'existence ».

Les résultats attendus du projet sont :

- R1. Les paysans sont en capacité de mobiliser des ressources endogènes au sein des IGG pour participer au financement de leurs exploitations et/ou d'initiatives individuelles ou collectives non agricoles
- R2. La sécurité alimentaire des 300 ménages est durablement améliorée
- R3. Les revenus des ménages sont améliorés en particulier grâce à une spéculation industrialisable et à l'amélioration de la production des autres spéculations
- R4. Grâce à un mécanisme de crowdfunding, se met en place une PMI qui offre des emplois non agricoles et améliore les revenus des ménages
- R5. Les ménages investissent une partie des revenus dans des projets d'amélioration directe de leurs conditions sociales : Hygiène, santé, école, eau planifiés d'avance
- R6. Les ressources naturelles sont protégées
- R7 Le modèle est progressivement adopté en partie ou en tout par d'autres acteurs.

Le projet était financé pour une période de deux ans grâce aux fonds du livre "Pour la dignité paysanne" (30.000 euros) de Deogratias NIYONKURU qui ont été matchés par un autre fonds géré par la Fondation Roi Baudouin dénommé "Fonds Marie Jeanne de Smet" pour un montant de 20.000 euros.

Cependant, les R3, R4 et R5 n'étaient pas inclus dans ce budget initial de 50 000 euros de sorte que le projet n'a travaillé que sur le R1, R2, le R6 étant lié au R2.

Le présent rapport final met en évidence, pour chaque résultat, les activités ; les facteurs de succès et limitants, les leçons tirées ainsi que l'évolution des indicateurs de résultat, d'effet et si possible d'impact. Il est structuré en deux chapitres à savoir :

- Déroulement des activités et résultats obtenus
- Effets du projet
- Conclusion

Le tableau 1 présente le suivi des indicateurs de changements induits par le projet.

Tableau 1. Indicateurs de changement du RAFIDEF.

Indicateur		Unité	Valeur Baseline	Valeur actuelle
Capital Humain				
1.	Proportion de ménages qui disposent d'une carte d'assistance médicale : CAM	%	68	60
2.	Proportion de ménages ayant une mutuelle de santé (mutuelle sans but lucratif)	%	8	11
3.	Proportion de ménages pouvant assez facilement couvrir des soins de santé de 100 000FBU	%	2	4
Capital économique et vulnérabilité				
Hygiène et habitat				
4.	Proportion de ménages ayant adhéré à un fond habitat	%	0	0
5.	Rapport moyen taille ménage/ nombre de pièces d'habitation	sans	1	1
6.	Proportion de ménages ayant des toitures en tôles	%	11.67	6
7.	Proportion de ménages ayant des pavements en ciment	%	0	1
8.	Proportion de ménages qui dorment sur des matelas	%	20.83	22
9.	Proportion de ménages ayant des dalles en ciment dans les toilettes	%	0	10
10.	Proportion de ménages ayant des compostières	%	61	69
Elevage				
11.	Proportion de ménages ayant soit une vache, ou plus de trois chèvres, ou plus de trois porcs	%	49	51
Moyens de déplacement				
12.	Proportion de ménages ayant au moins un moyen de déplacement	%	17	21

Indicateur		Unité	Valeur Baseline	Valeur actuelle
Accès à l'information et moyens de communication				
13.	Proportion de ménages ayant une radio	%	40	44
14.	Proportion de ménages ayant un téléphone	%	59	68
Epargne				
15.	Proportion de ménages ayant une épargne	%	87	100
16.	Proportion de ménage ayant une épargne de plus de 200 000 BIF	%	3	10
17.	Epargne moyen des ménages	BIF	32 000	78 256
Capacité de scolarisation				
18.	Proportion de ménages pouvant assez facilement couvrir les frais de scolarisation de tous leurs enfants en primaire	%	64	64
19.	Proportion de ménages pouvant assez facilement couvrir les frais de scolarisation de tous leurs enfants en secondaire	%	30	45
Alimentation				
20.	Le nombre moyen de repas/jour	repas	2	2
21.	Le nombre moyen de repas viande/mois	Repas-viande	2	1
22.	Proportion de ménages pouvant couvrir les besoins alimentaires toute l'année	%	9.2	5
Gestion de l'exploitation				
23.	Proportion de ménages dont toute l'exploitation est protégée contre l'érosion	%	23	54
24.	Proportion de ménages ayant plus de dix arbres fruitiers	%	12.5	20
25.	Proportion de ménages ayant plus de 50 arbres agroforestiers	%	3.3	14
26.	Proportion de ménages ayant plus de 100 arbres forestiers	%	10	32
27.	Proportion de ménages ayant facilement accès au bois de chauffage	%	12.5	31
28.	Proportion de ménages ayant de la fumure pouvant couvrir toute l'exploitation	%	12	21
29.	Proportion de ménages pouvant couvrir tous les besoins en engrais	%	35	35

Indicateur		Unité	Valeur Baseline	Valeur actuelle
30.	Proportion de ménages entièrement satisfaits de la taille et de la production de leurs bananeraies	%	10	16
31.	Proportion de ménages ayant plus de trois cultures spéculatives	%	27	
Revenus annuels				
32.	Revenu moyen annuel des cultures spéculatives/ménage	BIF	177 985	357 823
33.	Revenu moyen annuel des ménages (monétaires)	BIF	320 126	648 712
34.	Revenu moyen annuel du café	BIF	38 500	40 120
Capital social				
35.	Nombre moyen de ménages amis	ménages	26	49
Capital politique				
36.	Proportion de paysans ayant des responsabilités sociopolitiques	%	51	65
Capital spirituel				
37.	Proportion de bénéficiaires faisant souvent du bénévolat	%	28	35
Qualité de vie				
38.	Nombre moyen de pagnes que reçoivent les femmes annuellement pour les ménages accompagnés	pagnes	1	
39.	Proportion de ménages pouvant s'offrir des sorties lointains en famille	%	3	
Capacité de réflexion et sens de l'autopromotion				
40.	Proportion de ménages ayant un idéal de vie	%	89	85
41.	Proportion des ménages ayant des projets concrets pour atteindre leur idéal de vie	%	86	83

27 groupements d'autopromotion réunissant 253 paysans ont été accompagnés dans la mobilisation des ressources endogènes et l'amélioration des exploitations familiales intégrées. Le matching de ces fonds a permis une nette amélioration des exploitations des ménages et par conséquent de leurs conditions.

Les leçons tirées sur ces deux premières années ont permis de lancer un nouveau projet mieux structuré : le RAFIDESTIM : Recherche des alternatives de financement innovant pour le développement des exploitations familiales intégrées par la stimulation mutuelle qui commence en juillet 2021 avec des budgets plus conséquents (un peu plus de 200.000 euros sur deux ans)

CHAPITRE 1. DEROULEMENT DES ACTIVITES ET RESULTATS OBTENUS

1.1 R1. Les paysans sont en capacité de mobiliser des ressources endogènes au sein des IGK/GSM pour participer au financement de leurs exploitations et/ou d'initiatives individuelles ou collectives non agricoles

Les activités prévues pour atteindre ce résultat sont :

- Identifier les paysans et jeunes fermiers
- Assurer la formation psycho-humaine des paysans fermiers choisis
- Coacher les paysans à constituer des groupes d'autopromotion
- Coacher les paysans fermiers à intégrer et mobiliser des ressources au sein des groupes d'autopromotion
- Assurer le suivi des groupes d'autopromotion

Toutes les activités prévues ont été réalisées. Au départ 14 groupements d'autopromotions que nous avons appelé des IGK (Imigwi yo gutererana no kwitezimbere : groupe d'entraide et de développement) réunissant 144 paysans ont été formés et ensuite 12 autres groupements que nous avons appelés des GSM (Groupes de stimulation mutuelle) regroupant 137 paysans. Ainsi 27 groupements d'autopromotions réunissant 281 paysans ont été formés, suivi et accompagnés dans la mobilisation des fonds et l'organisation interne. Les GSM n'ont été lancés qu'au 18^{ème} mois du projet et n'ont donc reçu que les formations de base, mais présentent néanmoins des résultats très encourageants.

1.1.1 Lancement et suivi accompagnement des IGK

Les paysans fermiers de la première cohorte étaient au nombre de 15 dont 60% des femmes et 47% des jeunes. Les membres des IGK sont donc des paysans choisis par ces paysans fermiers après une formation sur l'autopromotion et la mise en place des groupes d'autopromotion. Il s'agit donc de 15 IGK regroupant 144 bénéficiaires pour cette cohorte. Le tableau 2 présente les caractéristiques de ces bénéficiaires.

Tableau 012 : Caractéristiques des membres des IGK

		Pourcentage (%)
Répartition par sexe	Hommes	26
	Femmes	74
Répartition par tranche d'âge	Moins de 25 ans	12
	De 25 à 35 ans	34
	De 36 à 50 ans	30

	De 51 à 60 ans	18
	Plus de 60 ans	6
Niveau de formation	Sans	4
	Alphabétisation	52
	Primaire	30
	Secondaire	12
	Supérieure	3

Source : Rapport Baseline

Ces paysans sont représentatifs de la paysannerie Burundaise. Ils ne sont ni les plus entreprenants, ni les plus riches, ni les vulnérables. En effet 100% de ces paysans ont des murs en brique adobe, 88% ont des toitures en tuiles et 95% ont des pavements en terre.

Seuls 14 IGK regroupant 116 paysans ont pu poursuivre la mobilisation des ressources jusqu'à la fin de la phase, soit un taux de déperdition de 21% que nous estimons relativement satisfaisant dans un contexte dominé par les projets de gratuité. Le tableau 03 montre l'évolution de l'épargne des ménages au sein de ces groupes d'autopromotion :

Tableau 03 : Epargne des membres des IGK

IGK		Colline	Effectif actuel	Epargne		
				janv-20	nov-20	mai-21
Dukundane	Caisse	Kirambi	9	121 500	127 500	150 000
	Crédit			-	145 000	206 000
	Total épargne			121 500	272 500	356 000
Haguruka	Caisse	Kirambi	8	64 050	110 000	60 000
	Crédit			-	50 000	170 000
	Total épargne			64 050	160 000	230 000
Terimbere	Caisse	Kirambi	10	113 350	61 200	73 000
	Crédit			-	105 000	105 000
	Total épargne			113 350	166 200	178 000
Twitezimbere	Caisse	Kirambi	7	79 900	51 500	26 300
	Crédit			-	117 500	315 000
	Total épargne			79 900	169 000	341 300
Dufatanemunda	Caisse	Kirambi	9	101 700	34 000	56 000
	Crédit			-	230 000	336 000
	Total épargne			101 700	264 000	392 000
Muryango	Caisse	Buhogo	6	112 000	91 500	163 000
	Crédit			-	135 000	135 000
	Total épargne			112 000	226 500	298 000
Twunguranubwenge	Caisse	Buhogo	12	110 000	105 000	203 000
	Crédit			-	95 000	209 000
	Total épargne			110 000	200 000	412 000
Ingonikindi	Caisse	Buhogo	7	81 600	7 000	45 000
	Crédit			-	12 000	95 000
	Total épargne			81 600	19 000	140 000
Twitezimberemungo	Caisse	Buhogo	8	156 000	20 500	18 000
	Crédit			-	-	140 000
	Total épargne			156 000	20 500	158 000
Ikangure	Caisse	Buhogo	8	100 600		21 000
	Crédit			-		49 000
	Total épargne			100 600		70 000
Urakaza	Caisse	Kibungere	5	120 000	70 000	116 000
	Crédit			-	30 000	30 000
	Total épargne			120 000	100 000	146 000
Ujehageze	Caisse	Kibungere	9	90 000	30 000	37 500
	Crédit			-	160 000	153 000
	Total épargne			90 000	190 000	190 500
Dukuramabokomumpuzu	Caisse	Kibungere	7	119 150		27 900
	Crédit			-		87 500
	Total épargne			119 150		115 400
Shirukubute	Caisse	Kibungere	6	121 500	65 000	30 000
	Crédit			-	25 000	140 000
	Total épargne			121 500	90 000	170 000
Grand Total				1 491 350	1 877 700	3 197 200

3 197 200 FBU ont été mobilisés au sein des IGK soit une épargne moyenne de 27 562 FBU par individu si on s'en tient à l'effectif de 116 paysans qui constitue l'effectif des membres des IGK à la fin du projet.

La cotisation mensuelle est quasi identique et se situe à 2000 FBU pour tous les IGK sauf pour Twunguranubwenge où elle est de 4 000 FBU et Muryango 3000 FBU. Les niveaux d'épargne restent néanmoins très différentes pour des raisons analysées plus tard .

Les facteurs de succès ont été : la formation psycho-humaine et la mise en place des outils de suivi, tandis que les facteurs limitants auront surtout été : les nombreux liens de parenté des membres (les problèmes d'un membre affectent l'ensemble du groupe, une situation que nous avons corrigé pour la seconde vague), la comparaison permanente avec les autres ONG qui donnent gratuitement, la forte exode rural des maris, la période électorale qui a longuement pénalisé les activités de terrain, sans oublier la pandémie de la COVID-19.

1.1.2 lancement et suivi accompagnement des GSM

La deuxième vague a été lancée à partir des leçons apprises de la première cfr. Tableau 04.

Tableau 04 : Leçons apprises des IGK

	Leçons apprises	Conséquences	Pistes de solution
1.	Les paysans ont peu de terre	Le seul fait de les accompagner dans l'amélioration de leurs exploitations ne peut pas leur permettre d'améliorer fondamentalement leurs conditions de vie	Soutenir aussi les initiatives entrepreneuriales
2.	L'épargne reste trop faible pour lancer un vrai développement	Le paysan ne peut pas lancer un vrai développement	Le matching doit être couplé à d'autres stratégies
3.	Il est très difficile d'obtenir des informations fiables de terrain	Le suivi et l'accompagnement de proximité deviennent très difficile voire impossibles	Mettre des stimulateurs (animateurs endogènes) et un mécanisme de suivi continu
4.	On a donné trop de liberté aux paysans ferments dans la constitution de groupements. Ainsi, certains membres des IGK ont des liens parentaux directs comme Mari-femme, Père-Enfant	Les ménages appuyés sont finalement réduites et certaines IGK ne sont pas solides	Etre plus vigilant et accompagner sérieusement les stimulateurs dans la constitution des groupements.
5.	Les ménages font face à de nombreux besoins sociaux tels que les soins de santé,	l'épargne ne peut pas être exclusivement affectée au	Mettre en place un fond à part d'épargne et de crédit

l'écolage des enfants, la réparation d'une maison, etc.	développement, mais aussi aux autres besoins des ménages	qui leur permette de faire face à ces besoins
---	--	---

La mise en place des groupes d'autopromotion pour la seconde vague que nous avons appelé des GSM (Groupements de Stimulation Mutuelle) est donc passé par des "stimulateurs", choisis en respectant les critères des paysans ferments, mais qui devaient réussir un test de calcul et de remplissage des outils de gestion, afin de pouvoir relayer l'animateur. Ils perçoivent également une toute petite indemnité sur base de critères de performance.

Chaque stimulateur encadre deux GSM d'une moyenne de 12 membres chacune. Au total, les 12 GSM regroupent 137 ménages. Des initiatives entrepreneuriales ont été également appuyées à travers un fonds pour projets à impact rapides destinées à donner un coup de fouet à l'épargne des membres, une seconde caisse permet de faire face aux besoins urgents à côté du fond pour l'amélioration des EFI et de la caisse de solidarité. Le tableau 05 présente quelques caractéristiques des bénéficiaires directs de la deuxième vague :

Tableau 05 : Caractéristiques des membres des GSM

		Pourcentage (%)
Répartition par sexe	Hommes	38
	Femmes	62
Répartition par tranche d'âge	Jeunes de moins de 35 ans	36
	Adultes de plus de 35 ans	64
Niveau de formation	Sans	2
	Alphabétisation	19
	Primaire	66
	Secondaire	8
	Supérieure	4

Les épargnes dans les GSM après six mois sont présentées au tableau 6.

Tableau 06. Epargne des membres des GSM

Nom du GSM	Colline	Effectif	Epargne dans la caisse pour amélioration des EFI	Epargne dans la caisse d'épargne et de crédit	Cotisation pour la caisse de solidarité
TWIYUNGE	Kirambi	12	125 500	62 750	25 100
TWITEZIMBERE3	Kirambi	12	125 000	62 500	25 000
DUKABURANE	Kirambi	12	96 000	133 950	21 600
DUSHIGIKIRANE	Kirambi	10	81 500	102 300	20 650
GIRITEKA	Kibungere	12	118 600	113 100	19 400
DUKOMEZUBUMWE	Kibungere	12	102 000	88 700	10 150
TWITEZIMBERE2	Kibungere	12	118 800	61 350	16 900
TWIZERANE	Kibungere	11	82 650	9 700	6 500
TWITEZIMBERE1	Buhogo	9	62 600	50 400	12 500
TURWANYUBUKENE	Buhogo	12	134 500	107 200	26 800
TUZAMURANE	Buhogo	12	189 000	63 000	22 800
TURIKUMWETWESE BIRASHOBOKA	Buhogo	11	157 300	60 500	24 200
TOTAL		137	1 393 450	915 450	231 600

Il s'agit en six mois d'une épargne moyenne de 18.544 BIF par personne contre 27.562 BIF pour les IGK qui ont deux ans de vie. Sur la même durée, l'épargne serait de 74.175 BIF, une amélioration considérable de 2.7 fois.

Les facteurs de succès auront surtout été surtout : un accompagnement de proximité grâce à la présence des stimulateurs, des formations techniques et organisationnels plus approfondies des stimulateurs et la mise en place d'outils de suivi mieux affinés. Les caractéristiques des deux groupes ne sont pas très différentes.

La faible capacité de compréhension de quelques stimulateurs, les déceptions antérieures des groupes auprès de quelques ONG, un modèle de financement plutôt complexe constituent les limites de ce système.

1.1.3 Le financement des IGK

Le financement

C'est après ce processus que les ménages à travers leurs IGK ont reçu une ligne de crédit variable dont la moyenne se situe à 120.000 BIF en fonction des choix opérés par leurs membres pour améliorer leurs exploitations.

Les financements ont été libérés en cinq tranches respectivement en janvier 2020, Février 2020, Juin 2020, octobre 2020 et février 2021. Le remboursement du crédit était quant à lui mensuel, en principe couplé avec les cotisations dans les IGK. Le schéma s'est d'ailleurs avéré très complexe étant donné que chaque bénéficiaire avait son propre rythme. Le montant total de 13 598 256 BIF a été octroyé aux IGK sur toute la période du projet soit une moyenne de 113 319 FBU/ bénéficiaire auxquels il faudrait ajouter les subventions en semences agroforestiers et quelques autres cultures spéculatives.

Même si ces fonds étaient destinés à l'amélioration des exploitations et devaient être complétés par les épargnes au sein des groupes d'autopromotion, quelques ménages ont réussi à tricher pour affecter une partie aux urgences ou à des activités plus spéculatives. C'est ce constat qui nous a poussé à séparer nettement les différents fonds d'appui dans le cadre des GSM et à mieux intégrer le financement des activités plus spéculatives.

Le remboursement des crédits

Etant donné que l'ADIP n'attendait pas que le premier crédit soit totalement remboursé pour accorder un second, la durée de remboursement s'est fortement allongée (18 mois) de sorte que jusqu'à ce jour, certains crédits n'avaient toujours pas atteint la maturité. L'idée était de développer un système de financement des exploitations permettant aux paysans d'accéder à des crédits souples à des taux d'intérêt faibles et qui correspondent aux besoins de chaque période. Les montants des remboursements mensuels augmentaient progressivement atteignant un pic de 7000 BIF en fin juin, de sorte que les taux de remboursement en ont sérieusement pâti. Il est d'ailleurs très difficile de déterminer le taux réel de remboursement de ce crédit au vu des échéances variables de chaque stade.

Le remboursement n'était toujours pas terminé en juin 2021 (seuls les crédits de janvier et février 2020 avaient atteint la maturité), mais devrait se situer autour de 80%. Les montants actuellement recouverts et non le taux de recouvrement figurent au tableau 7

Tableau 07 : Evolution des % du crédit remboursé au 30 juin 2021.

IGK	TR au 30 Juin 2020	TR au 31 Déc 2020	TR au 31 Mars 2021	TR au 30 Mai 2021	TR au 30 Août 2021
1. TERIMBERE	140%	79%	63%	45%	40%
2. TWITEZIMBEREMUNGO	86%	39%	35%	29%	29%
3. DUKURAMABOKOMUMPUZU	109%	59%	67%	63%	90%
4. HAGURUKA	155%	61%	57%	52%	35%
5. DUFATANEMUNDA	159%	53%	58%	49%	40%
6. SHIRUKUBUTE	156%	63%	62%	54%	58%

7.	TWITEZIMBERE	112%	52%	70%	44%	41%
8.	TWUNGURANUBWENGE	36%	39%	36%	31%	42%
9.	UJEHAGEZE	62%	54%	49%	39%	64%
10.	DUKUNDANE	111%	60%	79%	60%	83%
11.	IKANGURE	150%	42%	52%	39%	50%
12.	URAKAZA	117%	71%	76%	61%	74%
13.	MURYANGO	113%	58%	71%	56%	55%
14.	INGONIKINDI	124%	53%	56%	48%	42%
15.	DUSHIGIKIRINGO	0%	0%	0%	0%	0%

1.1.4 Le financement des GSM

Comme déjà souligné plus haut, le lancement de cette deuxième vague s'est inspiré des leçons apprises de la première. Les paysans membres des GSM ont expérimenté un autre système de financement différent qui inclut la mobilisation des fonds pour l'amélioration des EFI, celle pour faire face aux besoins urgents, couplé à un coup de pouce financier pour lancer des activités à impact rapide dans le sens de la promotion d'initiatives entrepreneuriales.

A la fin du projet, les GSM n'étaient qu'à leur début, seule la structuration des groupements, la mobilisation des fonds et quelques formations des stimulateurs et des bénéficiaires sur le système de financement ainsi que l'appui aux activités à impact rapide étaient lancés. Le financement des activités à impact rapide se déroule ainsi :

- *Chaque membre reçoit un montant de 20.000 BIF dès début mai modulable en fonction de la régularité de la cotisation (après un mois de cotisation régulière) pour lancer une activité à impact rapide. Une activité collective peut aussi être envisagée. Après 3 mois, chaque membre doit prélever de cette activité une cotisation de 20.000 BIF pour constituer le fonds pour initiatives entrepreneuriales.*
- *Pour la seconde année, le système est repris en début du quatrième mois avec le même fond pour permettre à l'ADIP de juger de la solidité du GSM.*

Ainsi 130 ménages sur 137, soit 95% des ménages ont reçu le fond de 20 000FBU soit au total un montant de 2 600 000 FBU. Certains ménages ont augmenté le capital sur fonds propres. Un montant total de 3 255 000FBU est donc utilisé à cette fin. Aujourd'hui, 98% des ménages ayant reçu le crédit sont toujours en train de le mettre en œuvre le projet à impact rapide. Le tableau 8 indique le niveau de bénéfices attendus par catégorie.

Tableau 8. Répartition des ménages membres des GSM en fonction du bénéfice escompté des projets à impact rapide

Moins de 15 000 FBU	Entre 15 000 et 30 000 FBU	Entre 30 000 et 45 000 FBU	Plus de 45 000 FBU
19%	51%	25%	2%

Les autres 5% restent indécis quant au bénéfice qu'ils escomptent. Néanmoins 78% espèrent en tirer plus de 15 000 FBU sur une période de trois mois. Les 19% qui n'auront pas 15 000 ont surtout travaillé sur l'engraissement des lapins et se sont heurté à une épidémie qui a causé une mortalité importante.

Facteurs de succès : Présentation et discussion des projets avec les autres membres du GSM, accompagnement de proximité, beaucoup d'opportunités. Facteurs limitants : Faible innovation, pas de caisse de secours en cas de risque.

Ce serait peut-être le lieu d'expérimenter à l'avenir une assurance communautaire pour des sinistres agricoles, une fois que le RAFIDESTIM aura assis ses marques.

L'assurance agricole est aujourd'hui un domaine très complexe basé sur des données météorologiques diffusées par les satellites, mais il serait peut-être possible d'étudier une assistance collective aux sinistrés sur des spéculations limitées et dans certaines conditions.

1.2 R2. La sécurité alimentaire des 300 ménages est durablement améliorée



Les activités prévues pour atteindre ce résultat sont les suivantes :

- Elaborer la Baseline
- Formation sur les EFI

- Appuyer les ménages à l'élaboration des plans d'amélioration de leurs exploitations
- Mettre en place le fond d'appui aux EFI
- Assurer l'approvisionnement en intrants
- Accompagner les ménages dans la conduite de leurs exploitations et organiser des visites d'échanges
- Assurer le suivi du remboursement des crédits

Toutes les activités prévues ont été réalisées. La Baseline a été élaborée sur fonds propres de l'Association (cotisations des membres), un budget n'ayant pas été prévu à cet effet.

L'appui aux ménages à l'élaboration des plans d'amélioration de leurs exploitations fut très difficile. Les paysans pauvres, peu formés, non habitués au jargon du développement doivent fournir des efforts énormes pour se projeter dans le futur, même proche (trois ans) et planifier la succession des activités qu'ils envisagent. Il a fallu refaire l'exercice à deux reprises en essayant d'adapter la méthodologie, ce qui a conduit à des dépassements budgétaires importants de la rubrique formation. Une visite d'échange d'expérience dut également être effectuée auprès du projet CALYD de l'ONG ADISCO et qui n'était pas prévue non plus.

Il s'agissait de prérequis importants qui nous ont semblé indispensable pour la suite du programme.

1.2.1 Développement des exploitations familiales des ménages réunis au sein des IGK *Superficie des exploitations*

Au début du projet, sur 120 enquêtés, la superficie moyenne de l'exploitation était de 0.5267 ha qui correspond à la moyenne nationale, mais 80% avaient une superficie inférieure et 19.2% une moyenne supérieure avec une médiane de 0.2 ha. C'est dire que la majorité possède une superficie très faible, mais qu'il existe quelques ménages qui possèdent des étendues importantes. A la fin du projet, sur 80 enquêtés, la superficie moyenne est de 1.14 ha, 76% ayant moins de la moyenne et 24% plus de la moyenne. La médiane est de 0.46.

Cette situation s'explique d'une part par l'abandon des plus pauvres et par l'investissement de l'amélioration des revenus dans l'achat des terres. Un phénomène très inquiétant dans le pays, puisqu'il induit la paupérisation des paysans les plus pauvres.

Systèmes antiérosives, arbres agroforestiers et forestiers, fourrage

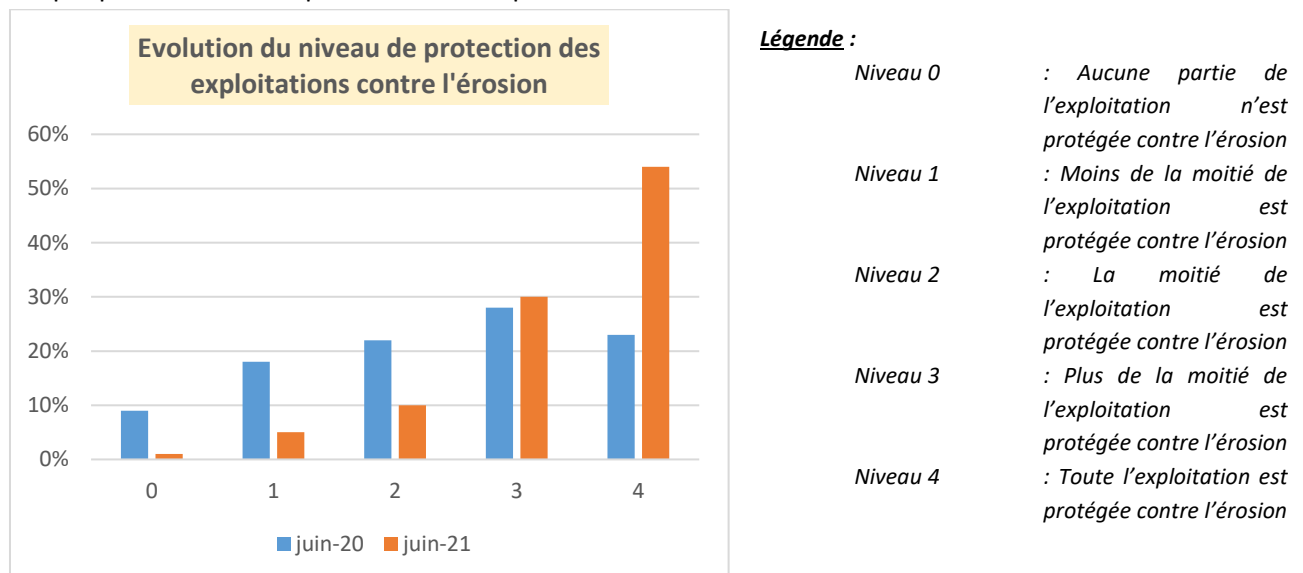


Les paysans sont en train d'améliorer progressivement la protection de leurs exploitations contre l'érosion en mettant en place des haies antiérosives qui servent en même temps de fourrage pour le bétail. Une étude réalisée par un étudiant stagiaire de l'Université du Burundi a montré qu'en Mars 2021, les paysans avaient déjà plantés plus de 13 980 m de fourrage sur des courbes de niveau.

Quant aux arbres agroforestiers, le même rapport montre que plus de 1671 plants de Grevillea et 747 de Calliandra ont été plantés soit une moyenne de 11 plants de Grevillea et 5 plants de Calliandra par paysan si on retient le nombre de départ de 144 paysans bénéficiaires. C'est quasi un maximum pour les petites exploitations paysannes. Le crédit pour la protection contre l'érosion, la multiplication des arbres agroforestiers et forestiers a été octroyé en juin 2020 en même temps que le crédit pour le développement des cultures spéculatives.

L'accès au bois de chauffage se trouve ainsi amélioré puisque 32% des bénéficiaires déclarent cet accès devenu très facile contre 13% au début du projet. Le graphique 01 présente l'évolution de la protection des exploitations contre l'érosion.

Graphique 01 Niveau de protection des exploitations contre l'érosion



Le % des exploitations non protégées a considérablement diminué passant de 9% à presque 1%, alors que le % d'exploitations entièrement protégées est passé de 22% à 55%, un résultat spectaculaire obtenu à très peu de frais contrairement aux sommes colossales engagées par les grands programmes de développement, sans oublier que les chances de pérennité bien plus élevées dans notre système.

Les arbres fruitiers

Au début, 100 plants de manguiers (la mangue camerounaise) ont été testés chez certains ménages sans succès, la zone étant sans doute trop froide. Les plants commençaient à fleurir sans avoir atteint 1m de hauteur. Nous avons donc réalisé des greffages sur des plants déjà installés (sans transplantation) de 83 manguiers de la variété HADEN, 18 manguiers de la variété TOMMY (la mangue camerounaise) et 36 manguiers de la variété KINT soit au total 137 manguiers. Nous observons encore le comportement de ces manguiers. Il s'agirait d'une plus-value très importante pour la région si l'expérience s'avérait concluante. Des greffages en plein sol de 350 avocats de la variété

CHOQUETTE ont également été réalisés. Des crédits ont été également été alloués en juin 2020 pour la multiplication des arbres fruitiers.

La fumure organique



Des formations techniques et un encadrement de proximité en compostage surtout de surface ont été assurés par l'animateur de terrain. Ainsi, 14 compostières ont servi de démonstration aux paysans soit en moyenne 1 compostière par groupement d'autopromotion.

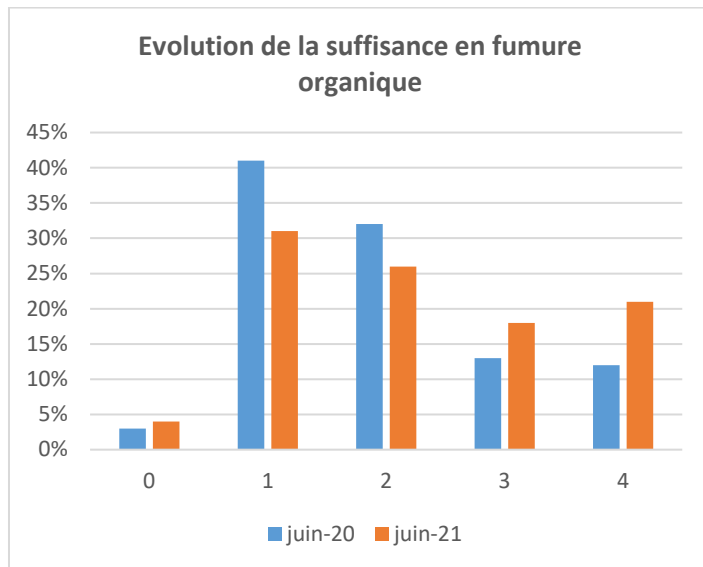
Le crédit de Novembre 2020 alloué pour l'augmentation du cheptel a sensiblement amélioré l'élevage des paysans. Ainsi, 1 vache, 23 chèvres, 26 porcs, 14 poules et 22 lapins ont été achetés et sauf le porc qui est mort de la peste porcine, les autres ont bien évolué. Le tableau 09 montre l'augmentation du cheptel pour 79 ménages enquêtés en seconde année.

Tableau 09 : Evolution du cheptel des ménages

	juin-20	juin-21	Taux d'accroissement
NOMBRE DE VACHES	45	46	2%
NOMBRE DE CHEVRES	85	126	48%
NOMBRE DE PORCS	67	81	21%
NOMBRE DE POULES	81	86	6%
NOMBRE DE LAPINS	73	103	41%
NOMBRE DE COBAYES	306	427	40%

Le graphique 02 quant à lui montre l'évolution de l'appréciation de la suffisance en fumure organique par les ménages.

Graphique 02 Evolution de la suffisance en fumure organique



Légende

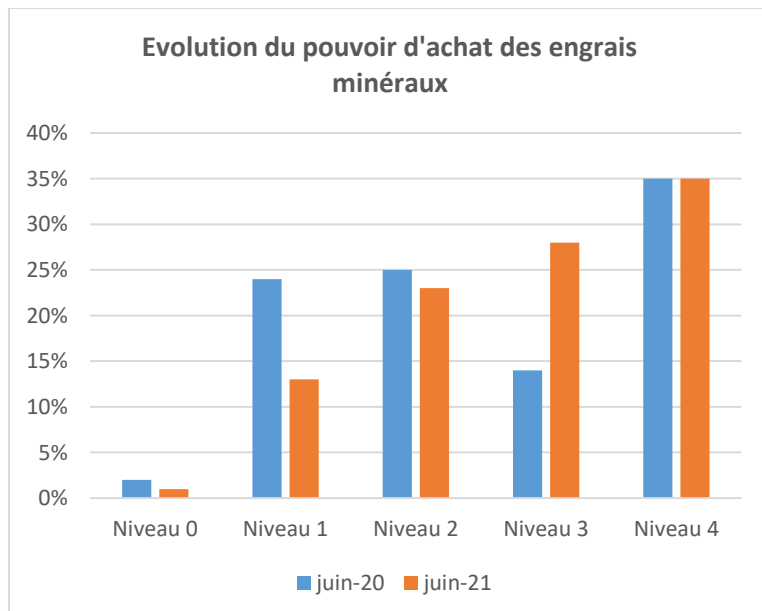
- Niveau 0 : Pas de fumure organique
- Niveau 1 : La fumure organique dont je dispose couvre moins de la moitié de mon exploitation
- Niveau 2 : La fumure organique dont je dispose couvre la moitié de mon exploitation
- Niveau 3 : La fumure organique dont je dispose couvre plus de la moitié de mon exploitation
- Niveau 4 : La fumure organique dont je dispose couvre toute mon exploitation

Alors qu'en juin 2020, 12.5% des paysans déclaraient avoir assez de fumure pour leur exploitation, ils sont désormais à 21%, une évolution remarquable.

Fumure minérale

UN crédit pour fumure minéral a été octroyé en février 2020, de sorte que le pourcentage de ceux qui peuvent s'offrir de l'engrais pour plus de la moitié de leur exploitation est passé de 14% à 28% en seulement une année comme le montre le graphique 03. Le niveau de ceux qui n'arrivent pas à couvrir les besoins de la moitié de leur exploitation est quant à lui passé de 24% à 12.5%.

Graphique 03 : Evolution du pouvoir d'achat des engrais minéraux



Légende :

- Niveau 0 : Je ne peux pas m'en offrir ;
- Niveau 1 : Je ne peux m'offrir que très peu d'engrais ne pouvant même pas couvrir la moitié de mon exploitation ;
- Niveau 2 : Je peux seulement m'offrir de l'engrais pour la moitié de mon exploitation ;
- Niveau 3 : Je peux m'offrir de l'engrais pour plus de la moitié de mon exploitation ;
- Niveau 4 : Je peux m'offrir de l'engrais pour toute mon exploitation.

La bananeraie

L'appréciation de la qualité de la bananeraie (la ressource principale des paysans) a peu évolué. Seuls 10% se déclarent satisfaits et de la taille et de la qualité de leur bananeraie contre 13 % en juin 2020.

Pour dire que les paysans sont devenus plus exigeants pour la qualité de leur bananeraie après la formation psycho-humaine et en EFI.

Cultures spéculatives



2031 plants de pruniers ont été introduits en saison 2020 A et 2089. et une année plus tard, 589 plants de maracuja ont été introduits en saison culturale A 2021.

Nous avons aussi tenté le développement de la variété locale de la petite banane mais les paysans préfèrent les variétés améliorées plus productives même si plus sensibles aux maladies. L'introduction de la culture de l'oignon se heurta à de grandes inondations qui anéantirent son développement

D'autres initiatives de développement de cultures spéculatives sont nées des paysans comme le maraîchage, la culture de l'arachide, du petit pois et des pommes de terre avec un but commercial, etc. Les revenus issus des cultures spéculatives ont donc considérablement augmenté.

Facteurs de succès : Formation en EFI, Plan d'amélioration préétabli, visite d'échange d'expérience,

Facteurs limitants : Faible capacité d'innovation, aléas climatiques, peu de terres, terres en héritage non encore partagées, problèmes d'irrigation en période de sécheresse, faible accès aux intrants.

1.2.2 Développement des exploitations familiales chez les ménages réunis dans les GSM

Le système ici fait recours à des animateurs endogènes que nous appelons des « stimulateurs » et les paysans effectuent des visites de stimulation mutuelle pour s'encourager, apprendre, se conseiller et s'entraider mutuellement sur les tâches les plus difficiles.

Le développement des exploitations familiales chez les ménages réunis dans les GSM passe donc par les visites de stimulation mutuelle.

Une moyenne de 12 visites de stimulation mutuelle (VSM) se fait par mois dans chaque GSM de sorte qu'une moyenne de 32 VSM ont été effectuées soit 3 passages par ménages si l'on sait qu'un GSM compte 12 membres. La plus avancée en a déjà fait 58 et celle en arrière 21.

Voici les principales recommandations tirées des VSM :

- Amélioration des toilettes
- Séparation des étables et des maisons d'habitation
- Installation de compostières
- Régularité de l'épargne
- Séparation de la cuisine et de la maison d'habitation
- Hygiène de la maison, dans l'habillement et dans les ustensiles de cuisine
- Protection sociale : Carte d'assurance maladie ou mutuelle de santé
- Amélioration de la qualité de la bananeraie
- Amélioration des étables et de l'alimentation des animaux d'élevage.

Il est trop tôt pour donner une évaluation quantifiée de la mise en œuvre de ces recommandations, mais les observations indiquent déjà des améliorations importantes.

Nous pensons avoir trouvé une piste pour introduire des changements importants dans les villages à des coûts très faibles

Facteurs de succès : Visites de stimulation mutuelle

Facteurs limitant : peu de terres, terres peu fertiles, outil de suivi de recommandations encore en développement dans le cadre du RAFIDESTIM.

CHAPITRE 2. LES EFFETS DU PROJET

L'analyse des effets du projet porte sur les aspects humains, économiques, social et l'idéal de vie.

L'analyse des évolutions porte sur 79 ménages ayant fait en même temps objets d'enquête de départ et final du projet et pas encore sur les membres des GSM. Le tableau 9 présente l'évolution des différents indicateurs (de résultats et d'effet) du projet

Tableau 9. Indicateurs de changement du RAFIDEF.

Indicateur		Unité	Valeur Baseline	Valeur actuelle
Capital Humain				
1.	Proportion de ménages qui disposent d'une carte d'assistance médicale : CAM	%	68	60
2.	Proportion de ménages ayant une mutuelle de santé (mutuelle sans but lucratif)	%	8	11
3.	Proportion de ménages pouvant assez facilement couvrir des soins de santé de 100 000FBU	%	2	4
Capital économique et vulnérabilité				
Hygiène et habitat				
4.	Proportion de ménages ayant adhéré à un fond habitat	%	0	0
5.	Rapport moyen taille ménage/ nombre de pièces d'habitation	sans	1	1
6.	Proportion de ménages ayant des toitures en tôles	%	11.67	6
7.	Proportion de ménages ayant des pavements en ciment	%	0	1
8.	Proportion de ménages qui dorment sur des matelas	%	20.83	22
9.	Proportion de ménages ayant des dalles en ciment dans les toilettes	%	0	10
10.	Proportion de ménages ayant des compostières	%	61	69
Elevage				
11.	Proportion de ménages ayant soit une vache, ou plus de trois chèvres, ou plus de trois porcs	%	49	51
Moyens de déplacement				
12.	Proportion de ménages ayant au moins un moyen de déplacement	%	17	21
Accès à l'information et moyens de communication				

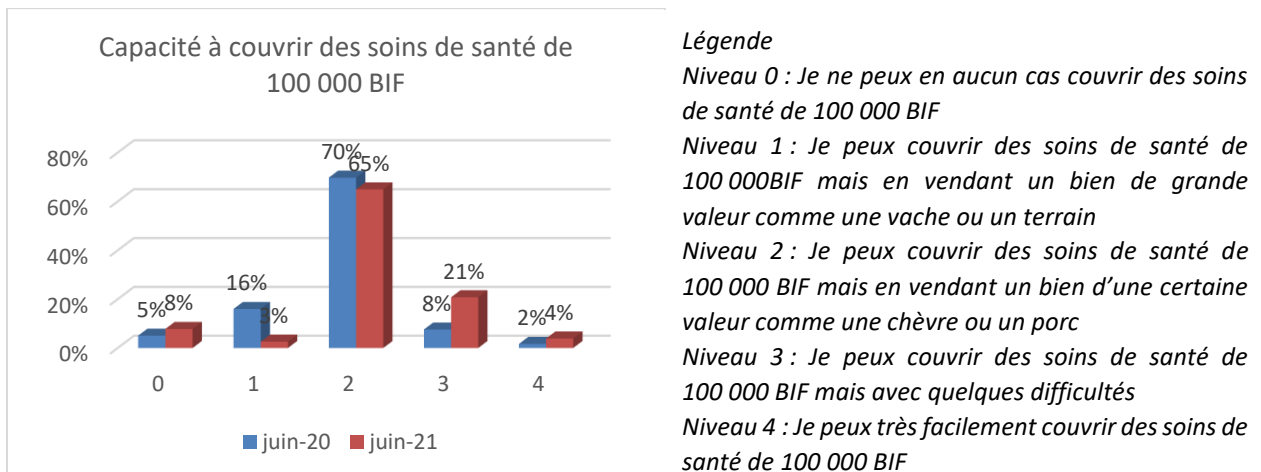
Indicateur		Unité	Valeur Baseline	Valeur actuelle
13.	Proportion de ménages ayant une radio	%	40	44
14.	Proportion de ménages ayant un téléphone	%	59	68
Epargne				
15.	Proportion de ménages ayant une épargne	%	87	100
16.	Proportion de ménage ayant une épargne de plus de 200 000 BIF	%	3	10
17.	Epargne moyen des ménages	BIF	32 000	78 256
Capacité de scolarisation				
18.	Proportion de ménages pouvant assez facilement couvrir les frais de scolarisation de tous leurs enfants en primaire	%	64	64
19.	Proportion de ménages pouvant assez facilement couvrir les frais de scolarisation de tous leurs enfants en secondaire	%	30	45
Alimentation				
20.	Le nombre moyen de repas/jour	repas	2	2
21.	Le nombre moyen de repas viande/mois	Repas-viande	2	1
22.	Proportion de ménages pouvant couvrir les besoins alimentaires toute l'année	%	9.2	5
Gestion de l'exploitation				
23.	Proportion de ménages dont toute l'exploitation est protégée contre l'érosion	%	23	54
24.	Proportion de ménages ayant plus de dix arbres fruitiers	%	12.5	20
25.	Proportion de ménages ayant plus de 50 arbres agroforestiers	%	3.3	14
26.	Proportion de ménages ayant plus de 100 arbres forestiers	%	10	32
27.	Proportion de ménages ayant facilement accès au bois de chauffage	%	12.5	31
28.	Proportion de ménages ayant de la fumure pouvant couvrir toute l'exploitation	%	12	21
29.	Proportion de ménages pouvant couvrir tous les besoins en engrais	%	35	35

Indicateur	Unité	Valeur Baseline	Valeur actuelle
30. Proportion de ménages entièrement satisfaits de la taille et de la production de leurs bananeraies	%	10	16
31. Proportion de ménages ayant plus de trois cultures spéculatives	%	27	

2.1 Carte d'assurance maladie et capacité à couvrir les soins de santé

Le pourcentage des ménages ayant une carte d'assistance médicale est passé de 68% à 60 %, alors que celle des ménages qui ont adhéré à une mutuelle de santé est passée de 8% à 11%. L'effectif des paysans qui utilisent la CAM a donc quelque peu diminué en faveur des mutuelles de santé. Le graphique 04 nous montre l'évolution dans la capacité à couvrir les soins de santé.

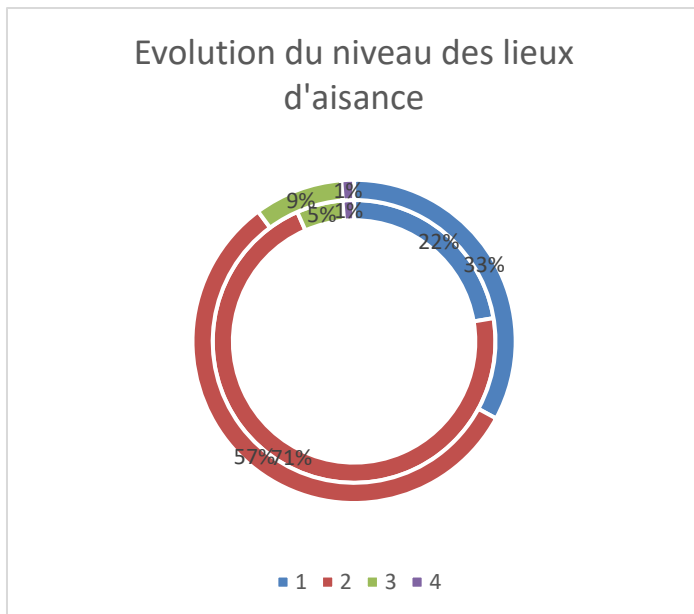
Graphique 04 : Niveau de la capacité à couvrir des soins de santé



2.2 Lieux d'aisance

Le graphique 05 montre l'évolution des lieux d'aisance

Graphique 05 : Evolution de la qualité des toilettes



Légende des pavements des toilettes

Niveau 0 : Pas de lieux d'aisance

Niveau 1 : Couvert en bois

Niveau 2 : Couvert en bois + terre

Niveau 3 : Couvert en ciment

Niveau 4 : Toilettes modernes

Les gens sont surtout passé du niveau 1 au niveau 2.

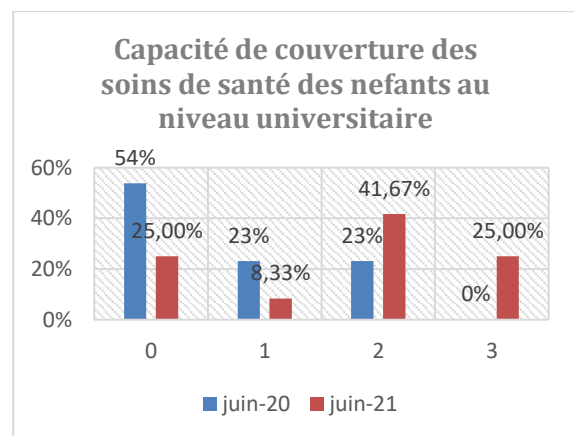
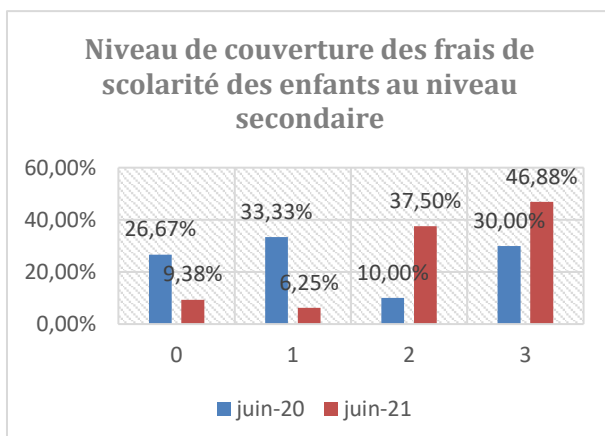
2.3 Moyens de déplacement et de communication

Les moyens de déplacement présentent une augmentation de 31% du nombre de vélos et les téléphones portables de 19% grâce aux facilités de crédit offertes sans doute par l'ONG ONE ACRE FUND TUBURA pour les téléphones. 20% des 79 ménages c'est-à-dire 16 sont aussi accompagnés par TUBURA.

2.4 Scolarisation des enfants

Au départ du projet, seul 1% des paysans ne pouvaient pas couvrir les frais de scolarité d'aucun de leurs enfants en primaire contre 26% en secondaire et 56% à l'université. Le projet a conduit à de petites évolutions comme le montre les graphiques 06 et 07

Graphiques 06 et 07 : Evolution du niveau de couverture des frais de scolarité des enfants au niveau secondaire et universitaire



Légende

Niveau 0 : Je ne couvre les frais de scolarité d'aucun mes enfants

Niveau 1 : Je ne couvre que les frais de scolarité de certains de mes enfants

Niveau 2 : Je couvre les frais de scolarité de tous mes enfants mais avec beaucoup de difficulté

Niveau 3 : Je couvre facilement les frais de scolarité de tous mes enfants

2.5 Epargne

Les épargnes des ménages ont considérablement évolué comme l'indique le tableau 13

Tableau 13 : Evolution des niveaux d'épargne des membres des IGK

	0] 0 ; 10 000]] 10 000 ; 50 000]] 50 000 ; 200 000]	>200 000
Juillet 2020	13%	14%	63%	8%	3%
Juin 2021	0%	1%	54%	36%	9%

Les petites épargnes ont considérablement baissé au profit de montants plus élevés. 14% des 79 ménages ont négativement évolué contre 86 % qui ont positivement évolué. La mobilisation de l'épargne passe surtout par les groupes d'autopromotion dans la mesure où 51% des épargnes proviennent des groupes d'autopromotion initiés par ADIP, 15% dans d'autres groupes et le reste soit à la maison et très rarement dans les IMF et le mobile money.

Une analyse plus approfondie indique néanmoins que ce sont les plus riches qui ont le mieux progressé dans l'épargne. Ceux qui possèdent des vaches avec une moyenne de 150.000 BIF et ceux équipés de vélos avec une moyenne de 300.000 BIF. En termes de % néanmoins, les plus pauvres ont réalisé de belles performances puisqu'ils partaient de quasi rien.

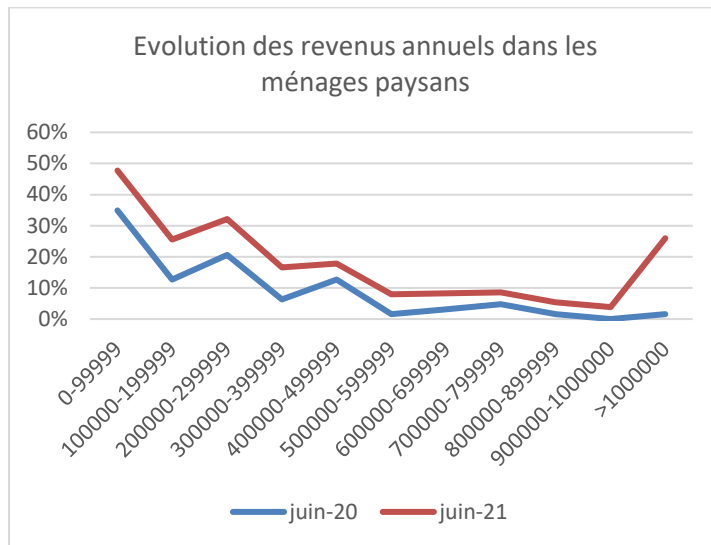
Les jeunes sont surtout représentés dans les épargnes de moins de 50 000 FBU et de moins en moins dans les échelons supérieurs jusqu'à disparaître dans les économies de plus de 250 000 FBU. Cela pourrait être dû à de plus faibles superficies cultivées comme le révèle les enquêtes nationales agricoles. Une preuve supplémentaire s'il en faut que la promotion d'activités entrepreneuriales non agricoles reste incontournable pour la promotion des jeunes.

Le niveau d'étude semble également en corrélation positive avec l'augmentation de l'épargne.

2.6 Revenus des ménages

Les courbes du graphique 8 montrent l'évolution positive des revenus des ménages. Le projet a permis d'augmenter le niveau de revenus pour toutes les catégories et les ménages avec un revenu annuel de plus de 1 000 000 soit 83 000 FBU/mois commencent à augmenter.

Graphique 08 : Evolution des revenus annuels des ménages



Les corrélations entre le niveau de revenus et l'amélioration des conditions de vie et les conditions sociales ne sont pas encore évidentes.

2.7 Idéal et projet de vie

86% des ménages affirment avoir un projet de rêve pour améliorer leur conditions, mais très peu, sinon personne n'arrive à dépasser les ambitions individuelles pour embrasser un idéal au profit de la communauté. Ils parlent surtout de l'amélioration de l'habitat, l'élevage des bovins, le développement de certaines cultures spéculatives, etc.

CONCLUSION GENERALE

Le premier projet d'ADIP qu'est le RAFIDEF aura constitué un laboratoire d'expérimentation d'une méthode d'appui aux populations fondées sur le renforcement de l'épargne locale en vue d'aider les populations à sortir de l'extrême pauvreté.

Le projet a permis d'améliorer significativement le niveau d'épargne de la population, les revenus, les facilités de scolariser les enfants ainsi que la fertilité des terres grâce à la fumure organique et la protection contre l'érosion.

Même si les revenus se sont quelque peu améliorés, cela ne semble pas avoir induit qu'une amélioration plutôt limitée des conditions de vie, sauf pour la cohésion sociale et la recherche de la considération dans le milieu.

Ceci vient corroborer l'affirmation forte du livre fondateur du projet que les revenus des pauvres sont rapidement engloutis par une multitude de sollicitations qui retardent la sortie du cercle vicieux de la pauvreté. La piste est donc de soustraire une partie de l'épargne de la consommation du ménage en diversifiant les systèmes d'épargne comme nous avons tenté de le faire au dernier semestre du projet à travers les GSM qu'il faut poursuivre.

Ce constat se double de la capacité limitée des exploitations paysannes burundaises, à cause de leur taille très réduite à assurer des moyens d'existence dignes à leurs propriétaires. Le couplage avec des initiatives entrepreneuriales semble incontournable et va faire l'objet d'un soutien mieux réfléchi dans le cadre du RAFIDESTIM.

Quant à la stimulation mutuelle également testée au dernier semestre, elle semble porteuse de résultats spectaculaires que ce soit dans l'amélioration des exploitations ou encore plus dans les initiatives d'amélioration du mode de vie comme l'hygiène, les toilettes, le respect mutuel etc.

C'est donc avec beaucoup de confiance que nous abordons le RAFIDESTIM qui vient remplacer le RADIDEF en capitalisant sur ce dernier.

Merci à la Fondation Roi Baudouin qui a pris le risque de tester avec nous cette démarche très exigeante fondée sur l'autopromotion dans un univers de l'aide, dominé par la facilité et la gratuité.